

[Traduction]

## LES FINANCES

## LES RÉPERCUSSIONS DES PRINCIPES DIRECTEURS SUR LES FILIALES AMÉRICAINES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Nonobstant le communiqué lu à la Chambre lundi dernier par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre pourrait-il nous dire quelle est la situation des filiales américaines qui font affaire au Canada par rapport à la politique des principes directeurs?

**M. l'Orateur:** C'est peut-être une bonne question, mais je me demande si l'honorable député ne veut pas obtenir une déclaration de principe que le ministre pourrait vouloir faire à l'appel des motions. Une question de ce genre exige normalement une très longue réponse. La présidence doit exercer son pouvoir discrétionnaire à l'égard des questions de ce genre et je prétends que cette question ne peut être acceptée maintenant.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## L'APPLICATION DE SANCTIONS À LA RHODÉSIE DU SUD

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'ai à poser au ministre du Commerce une question sur laquelle j'avais attiré son attention le 1<sup>er</sup> mars, avant sa visite à Washington. Je lui demanderais de consulter la page 1999 du *hansard* et de répondre à la question concernant les sanctions appliquées par le Canada contre la Rhodésie du Sud.

**L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce):** Je serai très heureux de le faire, monsieur l'Orateur.

## LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

## LES RÉGIMES D'ASSURANCE-FRAIS MÉDICAUX—L'APPLICATION PAR ÉTAPES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Est):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A-t-il lu le rapport du D<sup>r</sup> Allan Goldbloom, de Montréal, sur le régime d'assurance frais médicaux du Québec dans lequel il est dit qu'il faut procéder par étapes dans l'établissement de ce régime? Le ministre est-il d'accord là-dessus?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Cette question est contraire au Règlement.

[L'hon. M. Marchand.]

## LES SPORTS

## L'ENDROIT CHOISI AU CANADA POUR LES JEUX OLYMPIQUES DE 1972

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire parlementaire du ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, en raison d'un télégramme collectif que j'ai reçu d'Edmonton. Le secrétaire parlementaire saurait-il dire à la Chambre si l'on a arrêté le choix d'un endroit au Canada où seraient tenus les jeux Olympiques en 1972? Sinon, certains professeurs de l'Université de l'Alberta qui s'intéressent à cette question pourraient-ils avoir l'occasion de présenter des instances au ministre et aux hauts fonctionnaires de son ministère?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. J'invite le député à inscrire sa question au *Feuilleton*.

## CASSIUS CLAY—LA TENUE AU CANADA D'UN COMBAT DE BOXE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre responsable de l'immigration. Pourrait-il dire à la Chambre si son ministère est prêt à laisser entrer au pays Mohammed Ali, connu aussi sous le nom de Cassius Clay, pour participer à un événement sportif qu'aucune ville de son propre pays n'a voulu autoriser?

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Hamilton-Sud.

## L'AGRICULTURE

## LE LAIT—LES PAIEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, hier, le député d'Oxford m'a posé une question au sujet des paiements supplémentaires à l'industrie laitière et je lui avais promis d'y répondre aujourd'hui. Jusqu'ici, 132,423 chèques ont été émis, grâce auxquels les producteurs laitiers du Canada ont reçu la somme totale de \$18,502,118 en vertu du programme de paiements supplémentaires du gouvernement. En outre, 3,437 autres chèques, représentant \$412,440 seront émis vers la fin de la semaine et il restera alors 3,000 paiements.

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Une question supplémentaire. Quand on a posé une question du même genre au ministre, c'était le 8 février je crois, n'a-t-il pas dit à ce moment-là qu'il s'attendait que tous ces paiements soient faits pour le 14 février?

**L'hon. M. Greene:** Non, monsieur l'Orateur.